



Potsdam, Versailles, Potsdam (De la population de l'Allemagne)

Il se trouve qu'un des premiers traités de démographie fut écrit à Berlin, au milieu du XVIII^e siècle, par le pasteur Süssmilch. L'INED en a publié, il y a quelques années, une traduction partielle en français [1]. A l'époque, le « Saint Empire romain germanique » est divisé en de nombreux Etats, villes libres, principautés, évêchés... Calculant la population de l'Europe, Süssmilch attribue « 24 millions d'habitants à l'Allemagne, y compris la Bohême, la Silésie et le royaume de Prusse ».

Aujourd'hui, la Bohême est tchèque, la Silésie est polonaise, et la Prusse est partagée entre l'Allemagne de l'Est, la Pologne, et plusieurs républiques soviétiques, dont la Russie.

Comparant l'estimation de Vauban, 19 millions d'habitants, à celle de son temps, 17 millions, Süssmilch conclut que « la France est en voie de diminution et de dépeuplement ». Examinant les diverses « causes évidentes » de ce supposé dépeuplement, il cite les guerres « mal conduites », l'oppression des paysans, l'expansion maritime et coloniale, le luxe, la débauche, et insiste sur la persécution des Protestants, « qui a suivi la Révocation de l'Edit de Nantes, a fait perdre plus d'un million d'habitants à la France, et a également provoqué le départ d'un grand nombre de manufactures, ce qui a diminué la quantité de marchandises exportées et a privé beaucoup d'hommes de leurs moyens de subsis-

IN MEMORIAM

J. B.-P.

L'Institut national d'Etudes démographiques a le profond regret de faire part du décès de son ancien directeur, Jean Bourgeois-Pichat, survenu le 15 avril 1990. Le prochain éditorial de *Population et Sociétés* lui sera consacré. La notice qui suit est adaptée du *Dictionnaire de démographie*, de Roland Pressat (PUF, 1979).

Jean Bourgeois-Pichat, né en 1912, polytechnicien (promotion 1933), ancien officier d'artillerie, entre à la Fondation pour l'Etude des problèmes humains (Fondation Carrel) en 1942. Membre de l'INED dès sa création (1945), il travaille à la division de la population des Nations-Unies de 1953 à 1962. Il succède à

Alfred Sauvy en 1962, et dirige l'INED jusqu'en 1971. Il fonde et dirige ensuite, jusqu'à son décès, le Comité international de coopération pour les recherches nationales en démographie (CICRED).

Il s'est distingué par une ingéniosité particulière dans le traitement des statistiques de population. Ses travaux se rapportent d'abord à la conjoncture démographique, puis à la mortalité infantile, pour laquelle il distingue la part « endogène » et la part « exogène ». Il approfondit ensuite, et clarifie, la théorie des « populations stables », à laquelle il consacre un manuel des Nations-Unies. Il introduit à cette occasion les notions de population « quasi-stable » et « semi-stable ». Son expérience internationale lui avait inspiré d'importants articles sur les formes variées de la transition démographique dans le monde.

Le rédacteur de *Population et*

Sociétés ne saurait omettre qu'il avait présidé à la création de ce bulletin (1968), ni qu'il en a lu avec fidélité le projet d'éditorial, qu'il enrichissait de perspicaces observations.

Dans un petit volume intitulé « *La démographie* » (Gallimard, coll. Idées, 1971), il manifestait un intérêt philosophique pour la formation et l'évolution de la pensée scientifique, qu'ont bien connu ceux qui l'ont entendu ouvrir ou clore quelque congrès. Il ne dédaignait pas les spéculations de « science-fiction », comme supprimer la ménopause, ou instituer un impôt mondial sur le revenu. Sa bonhomie tranquille et son immense culture vont manquer à tous les admirateurs qu'il avait tout autour du monde, où il symbolisait l'école française de démographie.

Jean Bourgeois-Pichat était officier de la Légion d'Honneur.

M.L.

tances ». Süssmilch connaît bien cette émigration, puisque nombre de familles françaises se sont installées à Berlin. Son meilleur ami à l'Académie royale des Sciences et des Belles-Lettres — que Frédéric II avait créée en 1744, et où Süssmilch fut élu en 1746 — est le secrétaire perpétuel Jean-Henri-Nicolas Formey, né à Berlin d'une famille de réfugiés français originaire de Champagne. L'Académie est d'ailleurs présidée par le célèbre géomètre et géographe Maupertuis (1698-1759), et compte parmi ses membres plusieurs Français, réfugiés ou attirés à Berlin par Frédéric II.

Pour Süssmilch, l'essentiel n'est ni la nationalité, notion vide de sens à l'époque, ni la langue ; c'est la religion. Il trouve la tolérance des pays protestants plus favorable au peuplement que la raideur des pays catholiques, hostiles à la liberté religieuse et qui, par exemple, interdisent la dissolution des couples stériles. Il se félicite ainsi que le Brandebourg ait été « depuis le régime du sage et grand Frédéric-Guillaume, le refuge sûr de tous ceux que des raisons religieuses ont poussés à la fuite. Des Français, des gens du Palatinat, des Wallons, des Tchèques, des Autrichiens ont trouvé accueil, aide et assistance », ce qui, dit-il, a contribué à faire croître l'agglomération de Berlin et Potsdam, en 50 ans, de 50 000 à 140 000 habitants. Potsdam, rappelons-le, est le « Versailles prussien », où est bâti le château de « Sans-Souci ».

Le processus dit « unité allemande » s'est fait autour de la Prusse des Hohenzollern, contre l'Autriche des Habsbourg. Napoléon l'a plutôt favorisé, quelquefois volontairement, en poussant à la Confédération du Rhin, et en mettant son frère Jérôme sur le trône de Westphalie, à Kassel (1806-1813), plus souvent involontairement, en réveillant le patriotisme allemand contre l'impérialisme français (*Frank-Reich*).

La progressive union du *Zollverein*, est d'abord un accord commercial de libre échange (1834), puis une union monétaire autour du *thaler*¹ prussien (1857). A chaque étape, elle se fait contre la suspicion autrichienne. Elle finit par compter 25 Etats sur 39 et par grouper 26 millions d'habitants [2]. De plus, la croissance proprement démographique est rapide, grâce à une natalité intense, qui compense largement une forte émigration, s'embarquant de Brème et Hambourg vers les Etats-Unis.

Le 3 juillet 1866, la Prusse vainc l'Autriche à Sadowa, en Bohême. Le traité qui suit fait passer la Prusse de 279 000 à 351 000 km², et de 19,3 à 23,6 millions d'habitants, ce qui commence à préoccuper la France [3]. La *Société de statistique de Paris* note, en novembre 1866, que le nouvel Etat et ses alliés de la « Confédération du Nord » (Saxe, Mecklembourg, Hambourg, etc.)

ont ensemble 29,2 millions d'habitants, ce qui les place en Europe derrière la Russie (61 millions), la France (37,4), mais non loin de l'Autriche (32,5 sans la Vénétie), la Grande-Bretagne (29,3 avec l'Irlande), et devant l'Italie (24,2 avec la Vénétie). Cette question de la population de l'Allemagne tourne à l'obsession moins de cinq ans plus tard, le 18 janvier 1871, quand Bismarck substitue, dans la galerie des Glaces de Versailles, l'Empire allemand à l'Empire français. La provocation, cependant, joue aussi à l'égard de l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie à titre personnel depuis 1867, qui avait perdu en 1806 le titre d'Empereur d'Allemagne.

Le nouvel Etat compte alors 42 millions d'habitants, y compris l'Alsace et la Moselle annexées, alors que la France amputée est réduite à 36 millions. Mais le déséquilibre est bien plus fort aux classes jeunes : l'Allemagne a une population en croissance rapide, tandis que la France est plus vieillie et moins féconde. L'inquiétude du nombre de soldats que la France pourrait aligner, en cas de « revanche », nourrit l'influence du courant nataliste, constitué en 1896 autour de l'*Alliance nationale pour l'accroissement de la population française*. Et de fait, en 1913, l'Empire allemand compte 67 millions d'habitants. La France, qui n'en était pas encore à 40, doit porter à trois ans la durée du service militaire. Le conflit, qui éclate alors, donne rétrospectivement raison à l'argumentation nataliste, puisqu'il n'aurait sans doute pas été déclenché, si l'équilibre des forces avait été différent, puisque l'Allemagne put tenir trois ans sur deux fronts, et qu'il fallut faire appel à la jeunesse américaine pour compenser la défaillance russe. De plus l'hécatombe de 1914 à 1918 appelle un repeuplement.

Le traité de Versailles rend l'Alsace-Lorraine (1,7 million d'habitants) à la France, qui compte cependant moins d'habitants au recensement de 1921 (39,2 millions d'habitants) qu'à celui de 1911 (39,6). Il redonne vie à la Pologne, institue la Tchécoslovaquie, fait de Vienne la capitale d'un petit pays, et taille dans les trois Empires

RÉFÉRENCES

[1] « Johann-Peter Süssmilch et « L'Ordre divin » aux origines de la démographie ». Traduction originale, avec des études et commentaires rassemblés par Jacqueline Hecht, INED, 1979 (tomes 1 et 2), 1984 (tome 3), diffusion PUF.

[2] Hubert Néant : Article « Allemagne », dans « Dictionnaire d'Histoire économique », Hatier, 1987, p. 18-32.

[3] Yves Charbit : « Du malthusianisme au populationnisme. Les Economistes français et la population (1840-1870) ». Travaux et Documents, cahier n° 90, INED, diffusion PUF, 1981.

[4] Alfred Sauvy et Sully Lederman : « La guerre biologique (1933-1945). Population de l'Allemagne et des pays voisins ». *Population*, INED, 1946-3, p. 471-488.

[5] R. Clozier : Article « Allemagne-Géographie », dans « *Encyclopædia Universalis* », vol. 1, 1973, p. 678-698.

(1) Ce mot déformé avait donné naissance, comme on sait, au dollar américain.

démantelés — allemand, austro-hongrois, ottoman — une mosaïque d'Etats nouveaux et mal assurés, tout en conservant la prépondérance en Europe centrale à une Allemagne bancale, coupée en deux par la « ville libre » de Danzig et le « corridor » polonais. Malgré la baisse de la natalité, la jeunesse relative de la population fait passer la République de Weimar de 57 millions d'habitants en 1920 à 62 en 1925 et 65 en 1930. Sous le III^e Reich, le rattachement de la Sarre (janvier 1935), l'annexion de l'Autriche (mars 1938), des Sudètes (septembre 1938), de Memel (mars 1939) portent la population à 80,2 millions d'habitants au recensement du 17 mai 1939, avant l'annexion de Danzig qui déclenche la seconde Guerre mondiale. Pendant l'Occupation, la « Fondation Carrel » constatait : « *En 1941, il y a eu en France 493 000 naissances contre 1 831 000 en Allemagne.* »

L'Allemagne, qui résulterait aujourd'hui de l'union de celles de l'Ouest et de l'Est, peut être dite « de Potsdam », puisqu'elle fut créée en juillet 1945 à la conférence qui y eut lieu, entre Truman, Staline et Churchill, puis Attlee, vainqueur des élections britanniques. Les frontières de la nouvelle Pologne, avec l'Union Soviétique et avec l'Allemagne (ligne Oder-Neisse), impliquaient un important déplacement de ce pays d'est en ouest. La capitale de la Silésie, Breslau, devenait Wrocław ; Stettin, à l'embouchure de l'Oder, devenait Szczecin, sur l'Odra ; Danzig devenait Gdansk ; quant à la région de la capitale historique de la Prusse orientale, Königsberg, la ville d'Emmanuel Kant, elle fut attribuée pour des raisons stratégiques à l'Union Soviétique, formant une enclave de la Républi-

que de Russie entre la Lituanie et la Pologne, et bientôt nommée Kaliningrad. Ce découpage s'accompagna d'intenses et douloureux « transferts » de population, c'est-à-dire d'expulsions massives, considérées, de même que celles des Allemands de Tchécoslovaquie, comme une juste vengeance des crimes et pillages nazis.

Le tout jeune INED de l'époque constatait : « *A la différence du traité de Versailles de 1919, qui avait enlevé à l'Allemagne certains territoires avec leurs habitants, les dispositions actuelles prises à l'Est tendent à prendre des territoires, sans leurs habitants. La différence est d'autant plus curieuse que le principe des nationalités était beaucoup plus invoqué au traité de Versailles qu'aujourd'hui* » [4]. Le résultat démographique était que la population de l'Allemagne n'était pas réduite dans les mêmes proportions que son territoire. L'INED s'en inquiète : « *Le double mouvement de cette guerre : extension allemande, rassemblement, puis refoulement, aura eu pour résultante un accroissement de la population, par incorporation d'éléments jusque là considérés comme appartenant à une autre nationalité.*

Le cas des Sudètes est particulièrement frappant : en une première étape [à Munich, en 1938], le territoire et les populations sont livrés à l'Allemagne. La seconde étape comprend la récupération du territoire et le refoulement des habitants. Par cette double opération, plus de 3 millions de personnes, qui n'étaient pas considérées comme allemandes, et dont on pouvait escompter, il y a quelques années, une assimilation progressive à leur nationalité [tchèque], ont été définitivement incorporées au bloc démographique allemand ».

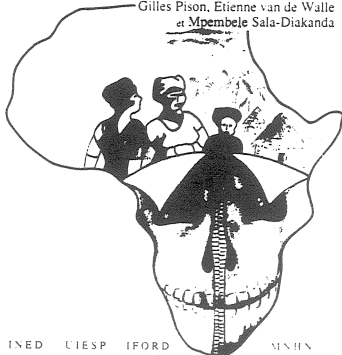
VIENT DE PARAÎTRE

Diffusion PUF

Travaux et Documents - Cahier n° 124

MORTALITÉ ET SOCIÉTÉ EN AFRIQUE

Sous la direction de
Gilles Pison, Etienne van de Walle
et Mpenbele Sala-Diakanda



INED UIESP IFORD MNHN

puf

Daniel COURGEAU & Éva LELIÈVRE

Analyse démographique des biographies



ÉDITIONS DE
L'INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES
27, rue du Commandeur, 75075 Paris, Cedex 14

1989

Faculté de Droit et des Sciences Économiques
Institut National d'Études Démographiques

BOISGUILBERT PARMI NOUS

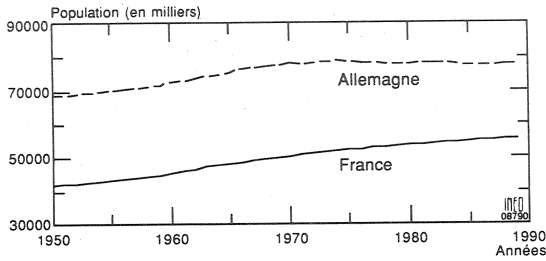
Actes du Colloque international de Rouen
(22-23 mai 1975)
présentés par Jacqueline HECHT



A PARIS
L'INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES

1989

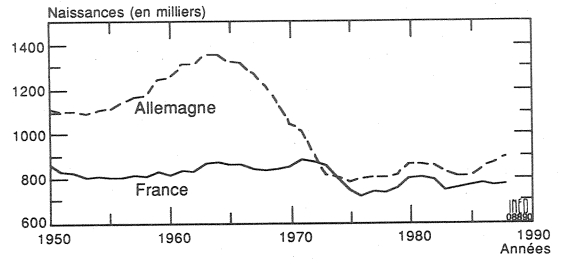
**Graphique 1. France et Allemagne (R.F.A. + R.D.A.).
Population 1950-1989.**



L'Allemagne de Potsdam, où un intense exode de fugitifs, devant l'armée rouge, avait déjà « déplacé » la population d'Est en Ouest, restait donc très peuplée : en 1946, elle avait 64,8 millions d'habitants, contre 40,5 millions en France, en diminution de 1,4 million d'habitants sur 1936. Mais elle n'exista pas vraiment ; la création de quatre zones d'occupation, puis le blocus de Berlin, aboutirent en 1949 à la division en deux Etats, où s'étaient réfugiés des millions de familles habitant, avant la guerre, dans des pays passés désormais dans l'orbite soviétique. On sait que ce mouvement fut prolongé par celui des Allemands de l'Est, passant à l'Ouest jusqu'à la construction du mur de Berlin (1961), et depuis l'ouverture du « rideau de fer » en 1989.

En 1850, la densité de peuplement était égale en France et en Allemagne : 67 habitants au km² [5]. L'histoire, et non la géographie, a donc fait de

**Graphique 2. France et Allemagne (R.F.A. + R.D.A.).
Naissances 1950-1989.**



l'Allemagne fédérale une zone de forte densité : en 1987, celle-ci comptait 245 hab./km², contre 155 en R.D.A. et 102 en France. La question est aujourd'hui de savoir quelles nouvelles migrations sont à envisager.

Depuis 1970, le jeu combiné du mouvement naturel et des migrations fait que la France comble lentement une partie de la différence avec la population totale de l'Allemagne (graphique 1). Le taux de natalité y est plus élevé, et le nombre absolu de naissances assez proche : en 1988, 770 000 naissances en France, contre 889 000 en Allemagne (graphique 2). Mais, à vrai dire, c'est à l'échelle de l'Europe, où changent les notions de peuple et de frontière, que les comparaisons sont à faire ; à l'heure où l'Allemagne de l'Est et l'Union Soviétique semblent prêtes à faire toute la lumière, il reste à dresser le bilan démographique d'un siècle de bruit et de fureur.

Michel Louis LÉVY

BIBLIOGRAPHIE

Information et pédagogie démographiques

Deux chercheurs de l'INED ont récemment publié sur la population de la France deux volumes contenant une bonne documentation graphique et statistique. La philosophie d'ensemble en est assez comparable. C'est ainsi que l'un qualifie l'immigration de « *chance à saisir* », et l'autre préconise d'« *ouvrir les frontières* ». Mais l'éclairage mis sur les divers phénomènes démographiques n'est pas le même, si bien que les deux ouvrages se complètent, plutôt qu'ils ne font double emploi.

Vallin [1], dans la première moitié de l'ouvrage, adopte une perspective historique. Il utilise les travaux de Biraben pour survoler les siècles, détaille l'évolution de long terme des indices de mortalité et fécondité, du vieillissement et de l'immigration. Dans une seconde moitié,

intitulée « *diversité et inégalités* », il examine systématiquement les répartitions de la population actuelle par sexe, âge, état matrimonial, nationalité, activité, catégorie socio-professionnelle et lieu de résidence. Constatant une certaine « *homogénéisation démographique* », il invite finalement les Français à s'adapter à leur situation nouvelle, et d'abord en en comprenant les ressorts.

Monnier [2], lui, part de la situation présente, en France et ailleurs, et plus précisément celle des couples et des familles. Les quatre premiers chapitres sont ainsi consacrés à la fécondité et à la nuptialité, et incluent un rappel des péripéties politiques de la « *révolution contraceptive* ». Après un examen de la mortalité, puis de l'immigration, pour laquelle il dénonce les « *fantasmes* » et les « *délires statistiques* », il récapitule les perspectives en insistant sur le vieillissement certain, et conclut : « *ni natalisme, ni fatalisme* ».

Signalons également, dans un autre genre, la parution d'un recueil de

42 exercices de démographie à l'usage des étudiants de sciences économiques et de sciences sociales [3]. Les statistiques de l'INSEE et les enquêtes de l'INED servent ici de support à des calculs minutieusement détaillés. Le lecteur de *Population et Sociétés* verra ainsi les chiffres de « *Tous les pays du monde* » servir à une réflexion sur le lien entre la mortalité, le vieillissement et le développement économique (exercices 24 et 31). La plupart des exercices concernent la France, mais le n° 34 compare le Bengla-Desh et la Suède, et le n° 38 l'Allemagne Fédérale et l'Algérie.

M.L.

[1] Jacques Vallin : « *La population française* », La Découverte, coll. Repères, vol. 75, 128 p., 1989.

[2] Alain Monnier : « *La population de la France, Mutations et perspectives* » Messidor, Editions sociales, 196 p., 1990.

[3] Christiane Franck Cadier : « *Démographie* ». Tome 1 : « *Les phénomènes démographiques* », 292 p. Tome 2 : « *La population* », 168 p. Economica, coll. Exercices et cas, vol. 7 et 8, 1990.